CRISE AU SEIN DES SCOUTS MUSULMANS ALGÉRIENS

Benbraham décroche le quitus du conseil national

Noureddine Benbraham, le commandant général des SMA (Scouts musulmans algériens) vient de remporter une bataille importante face, à ses détracteurs. Hier, en réunissant le conseil national en session extraordinaire à l'hôtel Mouflon d'or de Ben-Aknoun, il a réussi à arracher le quitus qui lui permettra «de confirmer les mesures déjà prises à l'encontre de ses opposants».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) Il a fallu faire appel aux services de l'ordre pour que le calme revienne à l'hôtel Mouflon d'or. Et pour cause, les opposants à Noureddine Benbraham, ayant eu vent de la tenue en session extraordinaire du conseil national des SMA, ont fait appel aux militants de base pour faire échec à cette réunion.

Dès que le mot d'ordre d'envahir la salle de réunions fut donné, les jeunes scouts sont entrés en confrontation avec les partisans du commandant général, lui signifiant «qu'il n'est plus le premier responsable des SMA».

La détermination des uns à tenir ladite réunion et la résolution des autres à empêcher sa tenue a engendré un désordre total dans la salle des conférences de l'hôtel. Le décor était indescriptible. Des tables et des chaises cassées et un membre du conseil national blessé.

Face à cette situation, les responsables de l'hôtel font appel à la police. Objectif : ramener l'ordre et éviter la confrontation aux conséquences inattendues. L'intervention des forces de l'ordre, dont le chef de Sûreté urbaine de la localité de Tixeraïne, a permis d'éviter le pire. Les détracteurs de Benbraham, déterminés à aller au bout de leur action, ont observé un sit-in à l'entrée de la salle de conférences sous le regard vigilant des agents de police tout en scandant des mots d'ordre hostiles au commandant général des SMA.

Quelques minutes avant, Noureddine Benbraham a animé une conférence de presse au cours de laquelle, il a rappelé «le complot qui se trame contre l'Algérie orchestré par un parti politique, dont son président». «Ils ont manipulé des jeunes en voulant déstabiliser notre pays. Ceux qui sont derrière ce complot seront dénoncés au moment opportun. J'ai la preuve de ce complot que je rendrai public le 30 août prochain. J'ai un enregistrement de 42 minutes qui prouvera mes dires», dira Benbraham, tout en évitant de citer le nom du parti accusé encore moins le «complot qui vise l'Algérie».

Ayant appris que Benbraham était déterminé à réunir le conseil national, ses opposants ont tenté de forcer le cordon de sécurité et de revenir à la charge pour empêcher la tenue de la réunion.

Encore une fois, il a fallu l'intervention des services de police renforcés par l'arrivée des éléments des CRS pour que le calme revienne.

Suite à quoi, Noureddine Benbraham et les membres du conseil national pénètrent dans la salle de conférence sous les cris de ses détracteurs qui l'accusent «d'avoir dilapidé l'organisation et poussé ses enfants à l'exclusion». Cette scène renseigne, à elle seule, sur la grave crise qui prévaut au sein de l'organisation créée par le chahid Bouras durant la guerre de Libération nationale.

Cela dit, les travaux du conseil national entamés, une motion de soutien à Noureddine Benbraham est lue par un membre du conseil national. «Au nom de cette instance, nous vous réitérons notre soutien à poursuivre le travail déjà accompli au sein des SMA», dira-t-il.

Pour sa part, le commandant général, conforté par ce retournement de situation, prend la parole et rappelle les accusations déjà portées à l'encontre de ses détracteurs. «Jamais nous n'accepterons que notre organisation soit l'otage d'une organisation politique. Les SMA ont une noble mission, celle d'éduquer nos enfants et de construire une société. Ma colère et ma déception étaient grandes lorsque j'ai appris que le jeune âgé de 14 ans s'est fait exploser à l'amirauté de Dellys était membre des SMA d'Alger que je suis en train de nettoyer», a-t-il indiqué, laissant croire qu'au niveau d'Alger, il y a des sections qui n'adhérent pas au travail de fraction que mène le gouverneur d'Alger.

A ce titre, on apprend que des sections à l'image de celle El Fellah, dirigée par M. Saci, a réitéré son soutien au commandant général.

A. B.

KARIM TABOU À L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU FFS À SOUK EL-THENINE :

«Les architectes de la dictature sont préoccupés par le partage des richesses et du pouvoir»

Le Front des forces socialistes organise, depuis mardi dernier, un camp politique dans la ville balnéaire de Souk-El-Thenine.

320 jeunes militants, représentant une quinzaine de wilayas, ont pris part à l'ouverture des travaux de cette rencontre politique Ali-Mecili d'été par le premier secrétaire national du FFS, en présence de Mameri Boudersa, expert en économie, et Djamil Chahine, militant palestinien des droits de l'homme.

Le camp politique en question, organisé annuellement par le FFS qui s'étalera jusqu'au 29 août courant, constituera pour les jeunes militants du parti d'Aït Ahmed «un espace de formation, d'échange d'idées, de valeurs et d'expériences dans un esprit de liberté, de pluralisme et de tolérance», indiquent les responsables du plus vieux parti d'opposition. Intervenant à l'ouverture des travaux de la rencontre, Karim Tabou, premier secrétaire national du FFS, a mis l'accent sur le contexte politique difficile dans lequel se tient l'université d'été des jeunes de son parti.

Un contexte politique, selon le responsable national du FFS, marqué par des attentats sanglants, des grèves de la faim, des révoltes populaires et la misère sociale qui sont des faits quotidiens, tandis que «les architectes de la dictature sont préoccupés par le partage des richesses et des pouvoirs», dénonce-t-il.

Dressant un sévère réquisitoire sur la situation politique, économique et sociale du pays, Karim Tabou estime que «l'extrême pauvreté qui ronge la société et la piège dans un cercle vicieux d'exclusion, de violence et de répression peut servir de terreau aux aventuriers de tous bords et charlatans politiques».

Dans la foulée, le premier secrétaire national du FFS soulignera la nécessité de l'engagement de tous les citoyens dans le combat pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie dans le pays. «Au lieu d'un sursaut salvateur en faveur de la démocratie, le pays s'enfonce dans l'impasse et le statu quo.

Les derniers attentats viennent démentir les informations officielles de réconciliation nationale réussie. C'est parce que demain risque d'être plus difficile qu'aujourd'hui, qu'il faut nous organiser et nous retrouver pour assumer notre rôle politique, être les acteurs et non des sujets ou des jouets de l'histoire», martèle avec force le responsable national du FFS.

Poursuivant son réquisitoire, Karim Tabou enfoncera un peu plus le clou avec ceux qui glorifient les «vertus» d'une réconciliation réussie et d'une paix retrouvée dans le pays. «La paix est encore loin et la démocratie promise n'est toujours pas là», tonne Karim Tabou.

«La liberté de conscience et la liberté d'expression sont bafouées par la violence et l'intolérance. La colère est toujours là, elle fauche des vies humaines au quotidien, elle accroît le sous-développement et nous rend plus vulnérables aux crises encore plus difficiles qui peuvent surgir à l'avenir», dénonce Karim Tabou dans son intervention.

Le premier responsable national du FFS notera enfin qu'il est impératif de stopper l'érosion des principes et des valeurs, qui ont fait la fierté de notre histoire, en agissant intelligemment par la construction d'un large mouvement de contestation pacifique national et de conscience politique, capable de redonner espoir à la population. Par ailleurs, Hamid Ferhat, président de l'APW de Béjaïa et militant du parti d'Aït Ahmed qui était présent à cette rencontre d'été des jeunes du FFS, n'a pas manqué, pour sa part, lors d'une prise de parole, de fustiger le pouvoir.

«La corruption et la mauvaise gestion, le bradage des entreprises, l'exclusion du peuple pour la répartition des richesses exposent le pays à des lendemains incertains», selon le premier responsable de l'institution élue de la wilaya.

A. Kersani

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À ALGER

Le visa biométrique délivré à partir du 1er octobre

Le consulat général de France à Alger délivrera, à partir du 1er octobre 2008, des visas biométriques, a annoncé, hier, Francis Heude, consul général de France. Les autorités françaises ont choisi de confier ces opérations à Telesmart, société française spécialisée dans ce type de prestations.

«La délivrance de visas biométriques nécessite la présence de l'ensemble des demandeurs et donc des moyens importants en termes d'espace et de personnel. Notre prestataire de services, avec qui nous avons lancé une opération similaire en Chine, se chargera de l'accueil, de la prise des empreintes biométriques, du dépôt des dossiers et de la restitution des passeports», a souligné Francis Heude.

Selon lui, les services consulaires conservent leurs compétences en matière d'instruction, d'octroi ou de refus de visa. A partir du 1er octobre, les demandeurs de visa pourront prendre rendez-vous via Internet ou par téléphone, puis seront invités à présenter leurs dossiers dans les locaux du prestataire de services.

Ces locaux sont situés à Ben Aknoun, à proximité du ministère des Finances. Sur place, des agents se chargeront de la vérification des pièces du dossier et encaisseront les frais de traitement. Dans le cadre du lancement de cette nouvelle procédure, les frais de visa ont été revus à la hausse. Ils s'élèvent à 5 500 DA avec en sus 2 100 DA qui constituent la marge bénéficiaire du prestataire.

«Après dépôt, le demandeur pourra suivre l'état d'avancement du traitement grâce à Internet. Une fois le dossier prêt, il sera averti par e-mail ou sms et pourra se présenter au siège de Telesmart pour récupérer son passeport», a indiqué le consul général de France à Alger. Outre la facilitation de la procédure, les autorités françaises ont décidé de prolonger la durée de circulation pour les visas. Ainsi, la durée maximale passe de 2 à 4 années.

T. H.